

Monsieur François HOLLANDE
Président de la République
Palais de l'Elysée
55 rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

Bordeaux, le 21 AVR. 2016

Monsieur le Président de la République,

J'aurais aimé que ce courrier ne soit qu'une première alerte, un témoignage, avant que la situation des collectivités locales ne s'aggrave. Ces quelques lignes sont malheureusement un signal alarmant. Sous le poids des charges et devant les impératifs d'économies, les collectivités territoriales menacent de ne plus pouvoir remplir la mission de proximité que l'État leur confie.

Participer à la résorption du déficit public ne se discute pas. C'est avec solidarité qu'ici en Gironde, chacun d'entre nous remplit sa part. Nous sommes tous convaincus qu'il en va de l'unité de la Nation devant la difficulté, dans l'effort. La Nation tout entière, du plus petit village de France jusqu'au sommet de l'État, participe à hauteur de ses capacités à ce défi financier.

Toutefois, devant les restrictions budgétaires continues auxquelles elles doivent faire face, il est permis de douter de la capacité des collectivités, dans le temps, à remplir leur mission. Car si les communes, Départements, Régions, semblent poursuivre silencieusement leur travail, vous n'êtes pas sans savoir que la tâche est de plus en plus ardue, voire redoutable. Ici on doit abandonner le soutien aux associations, là on laisse les bâtiments municipaux se défraîchir, et là-bas on renonce à la rénovation d'une route dangereuse...

Devant les difficultés financières, l'élu local est condamné à réaliser des choix difficiles. Les économies « évidentes » ont été faites depuis longtemps, la rigueur est devenue inhérente à la gestion des budgets, et les solutions pour agir sont à présent limitées.

Vous le savez, Monsieur le Président, on ne répond pas à la hausse des besoins par la baisse des moyens. La baisse des ressources publiques nous pousse à faire des choix cruciaux et engageants. Faut-il renoncer à des pans entiers de politiques publiques ? Faut-il allonger les délais de traitement des demandes sociales ? Faut-il voir à la baisse la qualité du service offert à nos concitoyens ? Faut-il couper les subventions aux associations, qui font la vie de nos territoires ? Faut-il, en n'aidant plus les espaces ruraux, les condamner à creuser le fossé qui les éloigne du dynamisme des villes ?

Devant les réductions drastiques avec lesquelles nous devons composer, le choix simple nous est donc laissé : poursuivre ou renoncer, recourir à l'impôt ou cesser d'agir, réaliser des projets ou se défausser. Nous avons été élus pour agir et pour servir, et nous, élus locaux, n'avons dans nos valeurs aucune place pour des mots comme l'abandon, le pessimisme, la résignation.

Mais voulons-nous réellement cautionner la baisse de qualité des services publics ? Nous sommes alors devant un dilemme qui ne nous laisse qu'un seul choix, une figure imposée : recourir à l'impôt. Ce que l'État ne nous octroie plus, nous sommes contraints de le demander à nos administrés. Une fois de plus, c'est à nos concitoyens que nous demandons de consentir à des efforts. Et les effets pourraient être plus néfastes qu'une simple ponction fiscale supplémentaire. Une hausse des impôts entraîne une baisse du pouvoir d'achat des ménages et fait risquer un ralentissement de la consommation.

Au-delà du poids que la baisse des dotations fait peser sur les épaules des ménages, ce sont les entreprises qui pâtissent de la mauvaise santé financière des collectivités. La réduction de nos capacités d'investissement se fait directement au détriment une fois de plus des entreprises locales, dont les carnets de commande se vident.

C'est pourquoi je vous fais part, Monsieur le Président de la République, au nom des maires, des conseils municipaux, et plus largement des élus locaux girondins, de la situation préoccupante de nos finances locales. La baisse de la Dotation Globale de Fonctionnement touche chacun d'entre nous, et touche encore plus directement chacun de nos concitoyens. Ma requête est claire : je vous demande de bien vouloir lisser sur deux ans la contribution à venir des collectivités locales à la résorption du déficit public.

La Gironde peut se réjouir d'une complémentarité solide entre la métropole bordelaise, ses territoires péri-urbains et ruraux. A la tête du département de la Gironde, je veille chaque jour à ce que le développement des uns puisse profiter à celui des autres, je veille chaque jour à ce que l'essor urbain n'éloigne pas les campagnes de la prospérité, je veille chaque jour à ce que tous les Girondins profitent d'une même qualité de services.

Monsieur le Président de la République, nous poursuivons vous et nous le même objectif, celui d'une France solidaire, forte de ses différences et de ses particularismes locaux, de l'action quotidienne de ses collectivités et de la qualité de son service public, de son souci permanent d'une égalité réelle et d'un accompagnement constant de tous les Français.

Recevez notre appel comme la marque d'une volonté commune de continuer à servir nos concitoyens, à aider les plus en difficultés, à développer tous les territoires. Chaque pas que nous ferons en faveur d'une justice sociale et territoriale sera une chance de plus donnée à la France de sortir grandie des difficultés qu'elle traverse. Donnons à la République la place centrale qu'elle mérite au cœur de nos bourgs et de nos villages, au cœur de nos villes et de nos campagnes. Une République forte est une République active, une République solidaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma plus haute considération.

Bien sincèrement à vous

Le Président du Conseil départemental,



Jean-Luc GLEYZE
Conseiller départemental du Canton du Sud-Gironde